

---

## CONSULTATION CITOYENNE SUR L'EUROPE

# FORMULAIRE DE RESTITUTION D'ACTIVITÉ

### ORGANISATEUR DE L'ACTIVITÉ

NOM : STOCK

PRÉNOM : RICHARD

ADRESSE : 2, RUE ROBERT SCHUMAN, 57160 SCY-CHAZELLES

N° DE TÉLÉPHONE : 03.87.60.10.15

RAISON SOCIALE : CENTRE EUROPÉEN ROBERT SCHUMAN

### INFORMATIONS PRATIQUES :

INTITULÉ DE L'ACTIVITÉ :

## LES NOUVEAUX ENJEUX EUROPÉENS ÊTRE EUROPÉEN EN PLUS D'ÊTRE PATRIOTE

#### DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ :

**La promesse de paix de ROBERT SCHUMAN et des pères fondateurs de l'Europe a été tenue.** Mais cette paix est fragile. Pas question d'une vision européenne en regardant sans cesse dans le rétroviseur, avec nostalgie... Nostalgie d'une Europe qui n'existe plus dans un contexte géopolitique mondial qui est bien différent aujourd'hui de ce qu'il était quelques décennies en arrière. Cette rengaine du "*c'était mieux avant*", entonnée à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe, a mené au Brexit et alimente dangereusement les nationalismes et les populismes.

#### **Une analyse pointue des enjeux auxquels l'Union européenne est confrontée.**

L'Europe c'est 3% du territoire du globe, 6% de la population mondiale, 23% de la richesse mondiale, 50% des dépenses sociales du monde et 56% de l'aide publique mondiale. Mais les puissances européennes sont de plus en plus marginalisées. En 2015, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France se situaient respectivement à la 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> places des puissances mondiales. En 2050, seule l'Allemagne figurera encore dans ce top 10, mais aura rétrogradé à la 9<sup>e</sup> place. Aujourd'hui, l'Union européenne est à la seconde place, juste derrière les États-Unis ; en 2050, elle se retrouvera à la 4<sup>e</sup> place, alors que le Royaume-Uni sera sorti du classement.

**DATE ET HEURE :** mercredi 16 mai 2018 à 20:00 heures

**LIEU :** médiathèque CREANTO à Créhange

**NOMBRE DE PARTICIPANTS :** environ 40 personnes

**CATÉGORIES DE PUBLICS PRÉSENTS :**

Principalement des élus locaux, des citoyens actifs dans différentes associations, quelques personnes « grand public »  
Les participants masculins sont largement majoritaires.

**NOM DES INTERVENANTS OU DES GRANDS TÉMOINS S'ÉTANT EXPRIMÉS :**

Richard Stock, directeur général du Centre européen Robert Schuman

**SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ :**

**THÈMES ÉVOQUÉS (PAR ORDRE DÉCROISSANT D'IMPORTANCE DANS LE DÉBAT) :**

1. Pourquoi l'Union européenne ne s'oriente-t-elle pas vers une véritable fédération ?
2. Avons-nous déjà des politiques fédérales ?
3. La capacité européenne à faire face à la menace russe
4. L'endettement des États, des banques et des entreprises
5. Le manque d'information sur l'Europe.

**QUESTIONS / ATTENTES / PROBLÈMES SOULEVÉS :**

1.- Pourquoi l'Union européenne ne s'oriente-t-elle pas vers une véritable fédération ?

Va-t-on vers un État fédéral européen ? Cette question continue d'être abordée avec prudence aujourd'hui, soit par crainte, soit par réalisme selon les points de vue et les approches. Il est remarquable qu'on mette plutôt en évidence l'importance que conservent les cadres et les acteurs nationaux. Il y a là un paradoxe puisqu'en même temps l'intégration européenne s'approfondit : les politiques européennes intéressent les domaines les plus variés, le droit communautaire se diffuse dans tous les domaines du droit, même dans ceux que l'on pouvait croire naguère le plus à l'abri de cette influence. La monnaie unique existe déjà. Et pourtant la perspective paraît moins claire qu'elle ne pouvait l'être à l'origine. Quelles peuvent être les raisons de ce changement de perspective ? Il en est une principale : l'élargissement de l'Union européenne accroît l'hétérogénéité des États membres dans tous les domaines et, évidemment, l'ouverture vers les pays de l'Europe de l'Est n'a fait qu'accroître cette situation ou cette contrainte. Ce mouvement conduit aussi à s'interroger sur les limites de l'Europe, et sur la mise en place de degrés d'intégration différents. Quelles devraient être les frontières de l'Union européenne ? Une approche par les régions d'Europe est-elle envisageable ?

2.- Avons-nous déjà des politiques fédérales ?

La réponse est « oui » : la monnaie unique et la politique agricole commune sont des politiques fédérales... qui ne disent pas leur nom. Les décisions à la majorité qualifiée au Conseil des ministres devrait permettre à terme d'engager des politiques fédérales dans d'autres domaines... si les gouvernements des États membres y consentent.

### 3.- La capacité européenne à faire face à la menace russe

Les pays européens membres de l'OTAN sont davantage préoccupés par le problème de la crise migratoire que par une éventuelle "agression russe" constate d'entrée de jeu l'un des participants. Or, 80 % des capacités militaires de l'Otan sont fournies par des pays n'appartenant pas à l'Union européenne (États-Unis, Canada, Norvège et bientôt le Royaume-Uni). Les moyens européens seuls ne sont pas en mesure de faire face à une agression russe, elles ne sont suffisantes pour défendre un des États membres. L'Union devrait créer d'urgence un conseil de sécurité européen pour augmenter la sécurité de ses membres. Ne compter que sur l'allié américain est aujourd'hui trop hasardeux. La coopération structurée en matière de défense risque d'être inefficace tant en raison de nombre de participants que de la règle de l'unanimité des décisions. Comment expliquer à nos concitoyens que la Pologne refuse obstinément de s'équiper de systèmes d'armes européens et donne une préférence exclusive aux matériels américains ? Pourquoi, la France finance-t-elle l'essentiel des opex qui renforce la sécurité de tous les Européens ?

### 4.- L'endettement des États, des banques et des entreprises :

La dette de la France n'est pas uniquement constituée par la dette publique. C'est aussi celle des ménages et des sociétés non financières. L'exercice consiste donc à additionner ces trois dettes pour prendre la pleine mesure de l'endettement global. Cette agrégation a en outre le mérite d'établir un lien entre deux blocs : la dette publique et sa face cachée, la dette privée. La France est le grand pays européen présentant le plus haut ratio d'endettement des sociétés non financières, à près de 72% du PIB contre 62% pour la moyenne de la zone euro en 2017. Des grands groupes aux PME, les entreprises françaises ont fortement accru leur endettement ces derniers mois. Malgré la baisse des taux, le service de la dette n'a pas diminué. Une remontée des taux d'intérêts (inévitable !) risque de mettre en grande difficultés les budgets publics, notamment celui de l'État, et fragilisera nos entreprises. Les participants appellent à plus de solidarité au sein de la zone euro de la part de l'Allemagne qui exporte beaucoup dans les pays voisins, mais qui y achète de moins en moins. Ce déséquilibre doit devenir une source d'attention du sommet de la zone euro.

### 4.- Le manque d'information sur l'Europe :

Les participants déplorent unanimement le manque d'informations fiables sur l'Europe. Les médias, tous les médias, n'informent pas ou peu sur les grands enjeux européens. Mais la Commission et même le Parlement européen sont vivement critiqués pour l'indigence de leur communication institutionnelle.

**PISTES DE PROPOSITION FORMULÉES :**

1. Un conseil de sécurité européen
2. Pourquoi, la France finance-t-elle l'essentiel des opex qui renforce la sécurité de tous les Européens ?
3. Plus de solidarité au sein de la zone euro, notamment de la part de l'Allemagne

**FACULTATIF**

**COMMENTAIRES SUR LE DÉROULÉ DE LA CONSULTATION (FAITS MARQUANTS OU PROPOS À RETENIR) :**

Un débat riche et des questionnements fondamentaux sur lesquels une information du citoyen est nécessaire et qui surtout méritent d'être pris en compte dans le projet de réforme ou d'adaptation de l'UE.